



## ***La lettre de la sénatrice***

*Lundi 13 novembre 2023  
Lettre d'information bimensuelle n°52*

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

A l'actualité parlementaire dense se mêle ces dernières semaines un contexte international préoccupant.

Depuis le 7 octobre, date de l'attaque terroriste en Israël par le Hamas, la situation au Proche-Orient s'est considérablement dégradée faisant des milliers de victimes dans la bande de Gaza.

La montée de l'antisémitisme dans notre Pays a conduit à l'organisation d'une marche ce dimanche 12 novembre à l'appel de nos deux Présidents du

Parlement. A Périgueux nous étions 500 près de l'arbre de la Liberté pour dire clairement nos valeurs et notre refus de l'antisémitisme qui a tant fait de dégâts dans notre histoire.

La solution pour mettre un terme au conflit au Proche-Orient ne peut passer que par un cessez-le-feu immédiat, la libération des otages, et par la reprise d'un dialogue politique avec la création de deux États.

Ce mois de Novembre est très chargé au Sénat. Après le projet de Loi Immigration, nous commençons l'examen des Projets de Loi de Finances par celui de la Sécurité Sociale dès le 13 Novembre.

A la veille du congrès des Maires qui s'ouvrira le 21 Novembre, il nous appartient de rappeler le rôle incontournable de nos collectivités territoriales qui reste le premier service public de proximité.

Je vous invite à retrouver dans ce numéro, mes différentes interventions en hémicycle et en commission ainsi que mes déplacements sur le Département.

A votre disposition et bonne lecture.

Bien cordialement,

**Marie-Claude VARAILLAS**

**CONGRÈS DES MAIRES**

# Invitation



Madame Marie-Claude VARAILLAS et Monsieur Serge MERILLOU  
Sénateurs de la Dordogne

ont le plaisir de vous convier au Sénat dans le cadre du 105e Congrès des Maires

*Jeudi 23 novembre*

*A 10h pour une visite du Sénat  
(entrée 15 ter rue de Vaugivard)*

*A partir de 12h pour un cocktail déjeunatoire à la Questure du Sénat  
(24, boulevard Saint-Michel)*

## SENAT - Mes interventions



### MOBILITES- RER Métropolitains

*Lundi 23 octobre, le Sénat a adopté la proposition de loi relative aux Services express régionaux métropolitains (SERM) qui a fait l'objet en fin de semaine dernière d'un accord entre les deux chambres du Parlement en Commission mixte paritaire (CMP).*

Le Gouvernement mise sur une augmentation du trafic ferroviaire de 27 % d'ici 2030 et de 79 % d'ici 2050. Pour y parvenir, il faudra des investissements massifs, notamment dans l'entretien des réseaux et dans les trains du quotidien.

Les apports majeurs du Sénat concernent en particulier le renforcement du rôle des collectivités territoriales dans le processus de déploiement des SERM ainsi que l'intégration systématique des réseaux de cars et cyclables aux projets, dans une logique d'intermodalité et d'équité territoriale.

Si ce texte est un premier pas pour la réalisation des RER métropolitains, il ne règle toutefois pas totalement la question de leur financement à laquelle je serai attentive dans le cadre de l'examen du budget 2024. L'effort ne peut reposer sur les seules collectivités et **nous veillerons à ce que les moyens financiers**

ne soient pas exclusivement concentrés sur les métropoles, au détriment des petites lignes de TER dans les territoires ruraux.



## FERROVIAIRE - Échange avec le Ministre des Transports

*Mercredi 31 octobre j'ai, avec le collègue de mon groupe siégeant avec moi à la commission d'aménagement du territoire, rencontré à sa demande le Ministre des transports Clément BEAUNE, sur les orientations du Projet de Loi de Finances qui s'inscrit dans le programme des 140 milliards d'euros annoncés par la première Ministre d'ici 2040.*

Le scénario avancé par l'Etat de planification écologique prévoit une régénération du réseau de plus de 50 % d'ici 2028.

Des efforts importants vont être déployés sur le fret ferroviaire et fluvial. Entre 2023 et 2027, deux milliards seront consacrés au vélo et pistes cyclables et 8 milliards en direction des CPER.

Alors que j'évoquais avec le Ministre la nécessaire modernisation de la ligne POLT (Paris Orléans Limoges Toulouse), **confirmation m'a été donnée des investissements prévus sur le réseau ainsi que de l'arrivée des 14 rames Oxygène**. 12 millions de voyageurs fréquentent annuellement les rames intercités. Ces investissements sont absolument nécessaires pour assurer une desserte fine des territoires, réduire ainsi les inégalités territoriales et par la même mettre en œuvre la planification écologique annoncée.



CLIMAT - Échanges préparatoires à la COP 28 à

## DUBAÏ avec la Ministre de la Transition énergétique

*Mercredi 8 novembre, en prévision de la COP qui se déroule le mois prochain à Dubaï, j'ai auditionné avec mes collègues de la Commission Aménagement du Territoire et Développement Durable le climatologue Jean Jouzel ainsi que la Ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher.*

Alors que nous savons que le dérèglement climatique implique que nous réduisions considérablement notre dépendance aux énergies fossiles, la nomination à la tête de la COP 28 d'un dirigeant d'un immense groupe pétrolier est un mauvais signal.

Les engagements financiers d'accompagnement des pays riches envers les pays pauvres pour mener à bien les politiques d'atténuation et d'adaptation sont estimés à 1 300 milliards de dollars par an. Les intentions sont en décalage avec la réalité et les banques continuent à financer les énergies fossiles.

Si ces COP ont le mérite d'obliger les pays à prendre des engagements, il est regrettable que ces engagements n'aient pas de caractère contraignant.

[Voir mon intervention](#)

## IMMIGRATION - Durcissement du projet de loi par le Sénat

*Vendredi 10 novembre, le projet de loi immigration a été largement adopté après avoir été durci par la majorité sénatoriale.*

En séance, droite et extrême droite sénatoriales ont obtenu des centristes la suppression de l'articles 3 prévoyant la régularisation des travailleurs sans papiers, mesure pour laquelle je m'étais engagée en signant dès septembre dernier une tribune défendant la régularisation de ces travailleurs premiers de corvée dont on a pu mesurer l'importance pendant la crise sanitaire.

La majorité a également entériné la suppression de l'Aide Médicale d'État (AME), poussée par une logique d'austérité et d'exclusion. Ces durcissements bafouent un principe essentiel de notre pays, la solidarité envers les plus vulnérables. Restreindre l'AME ne met pas seulement en danger les individus directement concernés, mais aussi la santé publique au travers du risque de propagation de maladies infectieuses.

Les débats ont abouti à quelques maigres avancées dont deux amendements portés par mon groupe. Le premier garantit aux étrangers les conditions nécessaires à l'apprentissage de la langue française par un accès à des cours gratuits. Le second prévoit l'octroi d'un titre de séjour au moment du dépôt de plainte pour les victimes de marchands de sommeil.

A l'occasion de ce débat nous avons rappelés que des mesures humanistes et concrètes doivent être prises afin de résoudre la situation des travailleurs sans papiers qui contribuent à l'économie et à la vie sociale de notre pays. Le texte sera examiné en décembre à l'Assemblée nationale.

## SANTÉ - Accès aux soins : " La puissance publique doit reprendre son rôle d'organisateur "

*Mercredi 25 octobre, le Sénat a adopté la proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels dite Valletoux.*

La mesure phare de ce texte de fléchage des installations de médecins et spécialistes vers les déserts médicaux avait déjà été adoptée en juin dernier à l'Assemblée nationale. Si mon groupe a défendu cette proposition, la majorité sénatoriale l'a repoussé tout comme les amendements visant à limiter l'installation des praticiens dans les zones suffisamment pourvues.



Alors que 6 millions de Français n'ont pas de médecin traitant et que la mortalité infantile est en progression, je déplore que ce texte manque d'ambition pour garantir l'égalité territoriale dans l'accès aux soins.

Ainsi en Dordogne la nouvelle étude de l'Association des Maires ruraux établit que les Périgourdins vont 10% moins à l'hôpital que le reste de la France, symptôme du manque de médecins généralistes, qui orientent vers un centre hospitalier quand cela est nécessaire.

Les débats se cantonnent à quelques avancées. Ainsi, l'encadrement de l'intérim ou le retour à une forme de solidarité du secteur privé pour rétablir la permanence des soins constituent des points d'améliorations.

Alors que les fractures territoriales s'accroissent, je me suis opposée avec mon groupe à ce texte loin de répondre aux enjeux d'accès aux soins dans une situation qui se dégrade fortement dans le pays.



## Déclaration du Gouvernement, relative à la situation au Proche-Orient

Comme elle l'a fait à l'Assemblée Nationale, la Première Ministre s'est exprimée au Sénat sur la situation au Proche Orient. Par la voix de ma Présidente de groupe Cécile Cukierman, nous avons rappelé notre soutien aux victimes et aux otages. Nous considérons que la seule solution viable reste la voie diplomatique, celle qui assurera la sécurité du peuple Israélien comme celle du peuple Palestinien.

Nous avons demandé avec force un cessez-le-feu immédiat pour mettre fin au massacre des civils dans la bande de Gaza et la libération des otages .

« *L'affirmation de la paix est le plus grand des combats* » disait Jean Jaurès.



## **Filet de sécurité : des communes devront rembourser**

Le filet de sécurité mis en place par le gouvernement l'an dernier pour aider les communes et les intercommunalités à faire face à la crise inflationniste se retourne aujourd'hui contre plus de 3400 d'entre elles qui doivent rembourser 100% de l'acompte versé. En Dordogne, ce sont 25 des 55 collectivités en ayant bénéficié qui devront le rembourser intégralement. En cause, des critères ultra-restrictifs et un système d'acomptes inopérant et illisible.

Lors de l'examen du projet de loi de Finances 2024, je déposerai avec mon groupe Sénateurs Communistes Républicains Citoyens et Écologistes **un amendement pour interdire toute ponction sur les finances locales liée à des avances versées dans le cadre du dispositif d'urgence.**

## **J'interroge le Gouvernement**

- Le mal-logement, une bombe sociale : [ici](#).
- Les saisies sur salaires facilitées par une dangereuse déjudiciarisation : [ici](#).
- Définition des objectifs de qualité de service de La Poste au titre du service universel postal : [ici](#).

[Retrouvez toutes mes questions et les réponses du Gouvernement : ici.](#)

## **Hommage**



Les disparitions brutales de Jean-Michel LAMASSIAUDE, maire de Payzac et ancien conseiller général de Lanouaille, et de Jean-Pierre VILLECHALANE, maire d'Abjat sur Bandiat depuis 2014 ont suscité une vive émotion ces dernières semaines.

Ils étaient tous deux des élus particulièrement investis pour leurs communes et leurs habitants, à qui j'adresse ainsi qu'à l'ensemble de leurs proches et conseillers municipaux mes plus sincères condoléances.

**En circonscription**





## Congrès départemental de l'UDM 24

*A l'invitation de Bruno Lamonerie, président de l'Union des Maires et en présence de Monsieur le Préfet, des représentants des institutions et de nombreux élus, je participais vendredi 20 octobre au congrès départemental des maires de Dordogne à Boulazac, accueillis par Jacques Auzou.*

Rendez-vous annuel des élus pour échanger sur les sujets qui font l'actualité des communes de Dordogne, le Congrès a fait place à de nombreux débats parmi lesquels le défi de l'accès au soin, la crise du logement, la transition écologique, l'indemnisation face aux catastrophes naturelles, l'intermodalité, la protection et la sécurité des élus, les finances des collectivités face à l'inflation et la solidarité territoriale garante de l'attractivité de nos territoires.

À quelques semaines du début de l'examen du projet de loi de finances de l'Etat par le Sénat, ces échanges sont venus nourrir ma conviction que nos élus sont force de propositions innovantes.

Donnons-leur les moyens financiers et logistiques de les porter. Les territoires ruraux doivent être soutenus et accompagnés pour relever les multiples défis d'attractivité qu'ils engagent, en concertation et dans une solidarité renforcée des communes.



## Soutien au nouveau projet de contournement de la vallée de la Dordogne

*Dimanche 22 octobre avait lieu à l'initiative de l'association "J'aime Beynac et sa vallée" et des communes de Castelnau-la-Chapelle et Beynac-et-Cazenac, un rassemblement citoyen de soutien au*



*nouveau projet de contournement de la vallée par une boucle multimodale.*

Un projet qui concilie la mise en valeur des joyaux patrimoniaux du triangle d'or avec le respect de la préservation du site et la nécessité de sécuriser la traverse de Beynac bordé de falaises classées en zone rouge. La priorité donnée aux mobilités douces et la réouverture de la gare de Castelnaud sont de nature à satisfaire les locaux comme les touristes et s'inscrit dans les axes prioritaires de la politique du Département en faveur de l'excellence environnementale.

## Commission DETR

*Jeudi 19 octobre, j'ai participé à la commission départementale relative à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).*

En 2023, la DETR2023 s'est élevée à 15.6 M d'€, répartis entre les communes et les EPCI. Le Fonds vert visant à financer les projets de performance environnementale des collectivités de Dordogne s'est élevé à 5.7M d'€. 186 projets ont été retenus sur 284 dossiers déposés.

Les mêmes catégories et taux devraient être conservés pour la DETR 2024.

La date limite de dépôt des demandes est fixée au 31 décembre 2023 pour la DETR et la DSIL. Pour le Fonds vert, l'instruction se fait au fur et à mesure des demandes.

## Rencontre avec la FNACA Dordogne

*Vendredi 10 novembre, je rencontrais une délégation de la Fédération Nationale Anciens Combattants en Algérie-Maroc-Tunisie (FNACA) de la Dordogne, nouvellement présidée par Monsieur André THIBAUD.*

Après avoir rappelé l'objet de l'association, nous avons évoqué les actions portées par la FNACA depuis sa création, en premier lieu desquelles l'officialisation en 2012 du 19 mars 1962 comme Journée Nationale du Souvenir et du Recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc.

Ils ont souhaité m'alerter sur la nécessité d'indexer l'allocation de reconnaissance anciens combattants sur l'indice de la fonction publique mais également de reconnaître le statut de "Morts pour la France" à tous les soldats décédés en Algérie, même s'ils ne sont pas morts sur le champ d'honneur.

Enfin, ils souhaitent multiplier les débats publics et les interventions dans les établissements scolaires avec les autres associations d'anciens combattants.



### Visite du Président de la République à Boulazac

Mardi 7 novembre le Président



### Visite de l'entreprise Cristaline

Vendredi 27 octobre, je visitais le site de captage et

de la République s'est rendu sur le site de Phil@poste à Boulazac pour inaugurer le timbre « Marianne de l'Avenir ».

Au cours de la séquence, j'ai eu l'occasion d'attirer son attention sur:

- la nécessité de sauver l'hôpital public et souligner l'insuffisance à cet égard des crédits dans le PLFSS 2024.
- l'électrification des lignes SNCF Périgieux Coutras et Périgieux Limoges pour désenclaver nos territoires
- l'autonomie financière des départements face à sa volonté d'entamer un nouveau chapitre de la décentralisation.



### **Inauguration - Sorges et Ligeux**

A l'invitation de la municipalité, je participais Vendredi 20 octobre, à l'inauguration de la salle "Bernard Barbier" du Tiers-lieu de Sorges-et-Ligeux, en présence des habitants et membres de l'association gestionnaire « La Buissonnière ».

Un espace de rencontre pour les habitants qui abrite coworking, FabLab et bar associatif.



### **Rassemblement contre l'antisémitisme**

d'embouteillage de l'eau de source Cristaline à Saint Martin De Gurson, avec mon collègue Serge Mérillou et en présence des conseillers départementaux Christel Defoulny et Eric Fretillère, du président de la communauté de communes Thierry Boidé et du maire de St Martin de Gurson, Marc Grandy.

2h30 d'échanges et de visite durant laquelle le groupe "Sources Alma" a pu nous exposer sa mise en oeuvre d'un système circulaire interne de recyclage des bouteilles PET.



### **Pose 1ère pierre de l'ESAT OSEA à Trélissac**

Vendredi 10 novembre, je participais à la pose de la première pierre du futur ESAT OSEA à Trélissac, en présence de nombreux élus et du directeur départemental de l'ARS, Didier Couteaud.

Un établissement de l'APEI de Périgueux qui accueillera d'ici deux ans une centaine de travailleurs dans un cadre adapté et inclusif.

Un lieu d'apprentissage dédié à l'autonomie et à l'acquisition des compétences pour permettre à chacun de s'épanouir, travailler, apprendre et trouver sa place.

Un projet mené grâce à la détermination des équipes de l'APEI et la synergie des différents partenaires pour le faire aboutir.



### **Commémoration du 11 novembre**

105 ans après l'Armistice et la

A l'appel de la LICRA Dordogne, nous étions plus de 500, dimanche 12 novembre devant l'arbre de la Liberté à Périgueux, rassemblés contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme, en soutien aux victimes.

Face aux discours de haine qui divisent, faisons République et luttons contre les fauteurs de haine et de racisme.

fin de la Première Guerre mondiale nous commémorions à Périgueux ceux tombés au combat pour la France.

Avec la participation des élèves des écoles Lakanal, Maurice-Albe et Simone-Veil, ainsi que les collèges Clos-Chassaing, Montaigne et le lycée Saint-Joseph.

Maintenir la flamme afin de ne jamais oublier le long chemin pour la Paix.

## Dernières propositions de loi et de résolution du groupe CRCE:

[Proposition de loi constitutionnelle visant à abroger l'article 40 de la Constitution : ici](#)

[Lire l'intégralité des propositions de loi 2022/2023 du groupe](#)

Marie-Claude Varailles  
Espace Aragon  
1 Pl. du 08 Mai 1945  
24000 Périgueux  
[mc.varailles@senat.fr](mailto:mc.varailles@senat.fr)  
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}  
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

